

Thème n°13 sur 17

L'abrogation et le retrait des décisions créatrices de droits

L'abrogation et le retrait d'une décision créatrice de droits à **l'initiative de l'administration** ou **sur demande d'un tiers**

*

► **Question** : Comment définit-on le retrait, l'abrogation, l'annulation et la décision créatrice de droits ?

► **Réponses** :

① **Définition de l'abrogation :**

L'abrogation d'un acte administratif unilatéral, c'est sa suppression non rétroactive décidée par l'autorité administrative.

*

② **Définition du retrait :**

Le retrait d'un acte administratif unilatéral, c'est sa suppression rétroactive décidée par l'autorité administrative.

*

③ **Définition de l'annulation :**

L'annulation d'un acte administratif unilatéral, c'est sa suppression, en principe rétroactive, décidée par le juge.

*

④ **Définition de la décision créatrice de droits :**

Une décision créatrice de droits est une décision administrative non réglementaire qui procure à son destinataire (ou, parfois, à un tiers) un avantage ou un intérêt juridiquement protégé, sur lequel l'administration n'est pas libre de revenir.

*

► **Question** : Quelles sont **les règles** qui régissent l'abrogation et le retrait d'une décision créatrice de droits à l'initiative de l'administration ou sur demande d'un tiers ?

► **Réponse** : Ces règles résultent de l'article L.242-1 du **code des relations entre le public et l'administration**, qui reprend les solutions énoncées par les arrêts suivants :

- CE, Ass., 26 octobre 2001, **Ternon**, pour le retrait des décisions créatrices de droits ;
- CE, Sect., 6 mars 2009, **Coulibaly**, pour l'abrogation des décisions créatrices de droits.

Pour comprendre l'exposé qui suit, il convient de garder à l'esprit le fait que l'abrogation comme le retrait nous mettent en présence d'au moins **deux actes** :

■ L'acte X, **qui est abrogé ou retiré**

■ et l'acte Y, **qui abroge ou retire** l'acte X.

Si, dans un **cas pratique**, l'on nous demande « l'abrogation ou le retrait de l'acte X est-il légal ? », on nous demande en fait « L'acte Y, qui réalise l'abrogation ou le retrait, est-il légal ? »

*

S'agissant de l'abrogation et du retrait d'une décision créatrice de droits, à l'initiative de l'administration ou sur demande d'un tiers, il existe un **principe** et des **exceptions** (celles-ci étant exclues des révisions).

*

► **Voici donc le principe à retenir en vue de l'examen.**

L'administration ne peut abroger ou retirer une décision créatrice de droits, de sa propre initiative ou sur demande d'un tiers, que **si deux conditions cumulatives de base sont réunies** :

① **Première condition** : La décision créatrice de droits doit être **illégal**.

② **Deuxième condition** : L'abrogation ou le retrait doit intervenir dans le **délai de quatre mois** à compter de la date de la prise de cette décision créatrice de droits.

Attention.

Il s'agit bien de la **date** à laquelle la décision créatrice de droits **a été prise**.

Et non de la date de l'accomplissement des formalités de **publicité**.

Aux deux conditions cumulatives de base présentées ci-dessus il faut ajouter une troisième qui correspond à une formalité substantielle.

À savoir, l'abrogation ou le retrait doit être **motivé** et précédé d'une **procédure contradictoire**.

► **Tel est donc le principe à retenir en vue de l'examen.**

*

► S'agissant du thème « L'abrogation et le retrait d'une décision créatrice de droits à l'initiative de l'administration ou sur demande d'un tiers », **voilà tout ce qu'il y a lieu de retenir en vue de l'examen.**

***/**

A. Coulibaly

► **Version :**

mardi 25 février 2025